



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : juin 2018 - juin 2019

Date de parution : novembre 2019

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

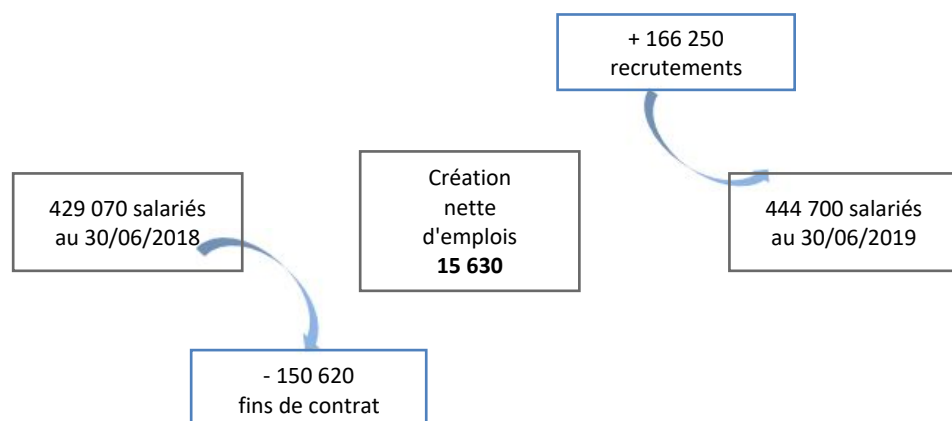
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 30 juin 2019, il y avait 444 700 salariés au Luxembourg contre 429 070 au 30 juin 2018. Entre ces deux dates, on observe 166 250 recrutements et 150 620 fins de contrat (dont près de 5 800 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 15 630 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 15 630 unités sur la période étudiée, soit une progression de 3,6%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	134 550	118 990	15 560
Salariés intérimaires	31 700	31 630	70
Total	166 250	150 620	15 630

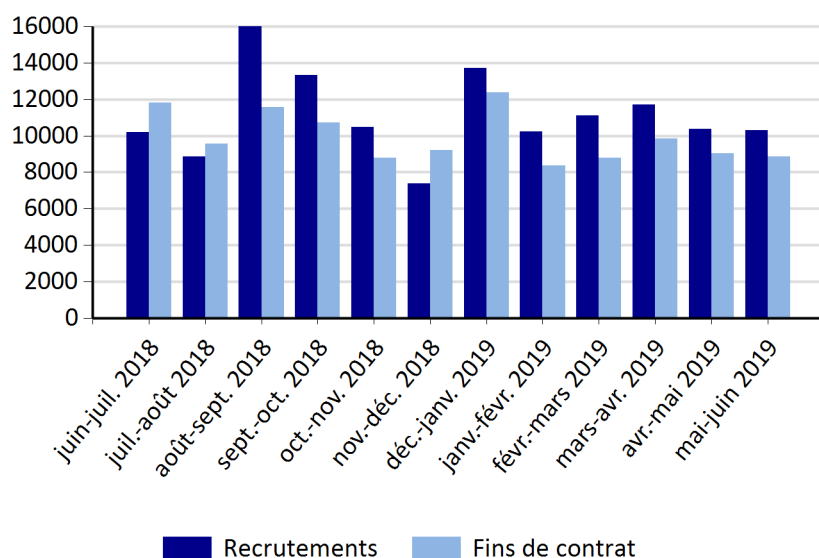
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 19% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 81% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 21% et 79%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 30 juin 2019, 2,2% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 9 990 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée²

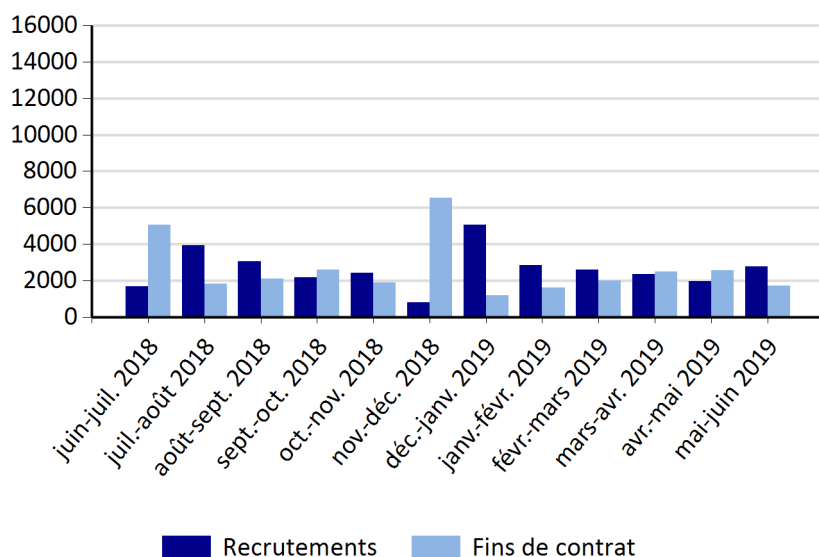
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 7 390 et 16 890 ; celui des fins de contrat, entre 8 370 et 12 370.

Guide de lecture : Entre juin et juillet 2018, on observe 10 190 recrutements et 11 830 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

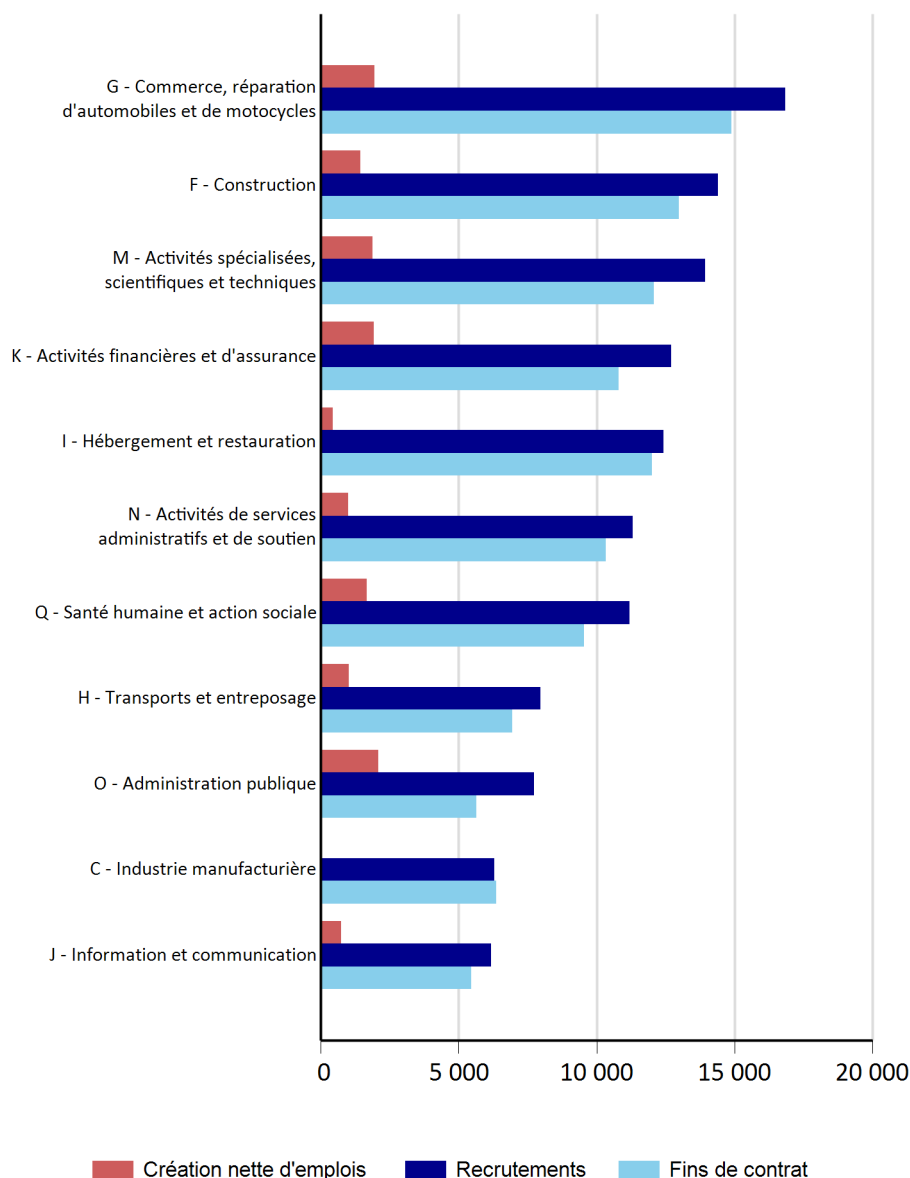


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 810 et 5 050 ; celui des fins de contrat, entre 1 210 et 6 540.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 16 850, 14 410, 13 950 et 12 720 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" ainsi que "Activités financières et d'assurance" sont ceux qui ont le plus recruté entre juin 2018 et juin 2019.

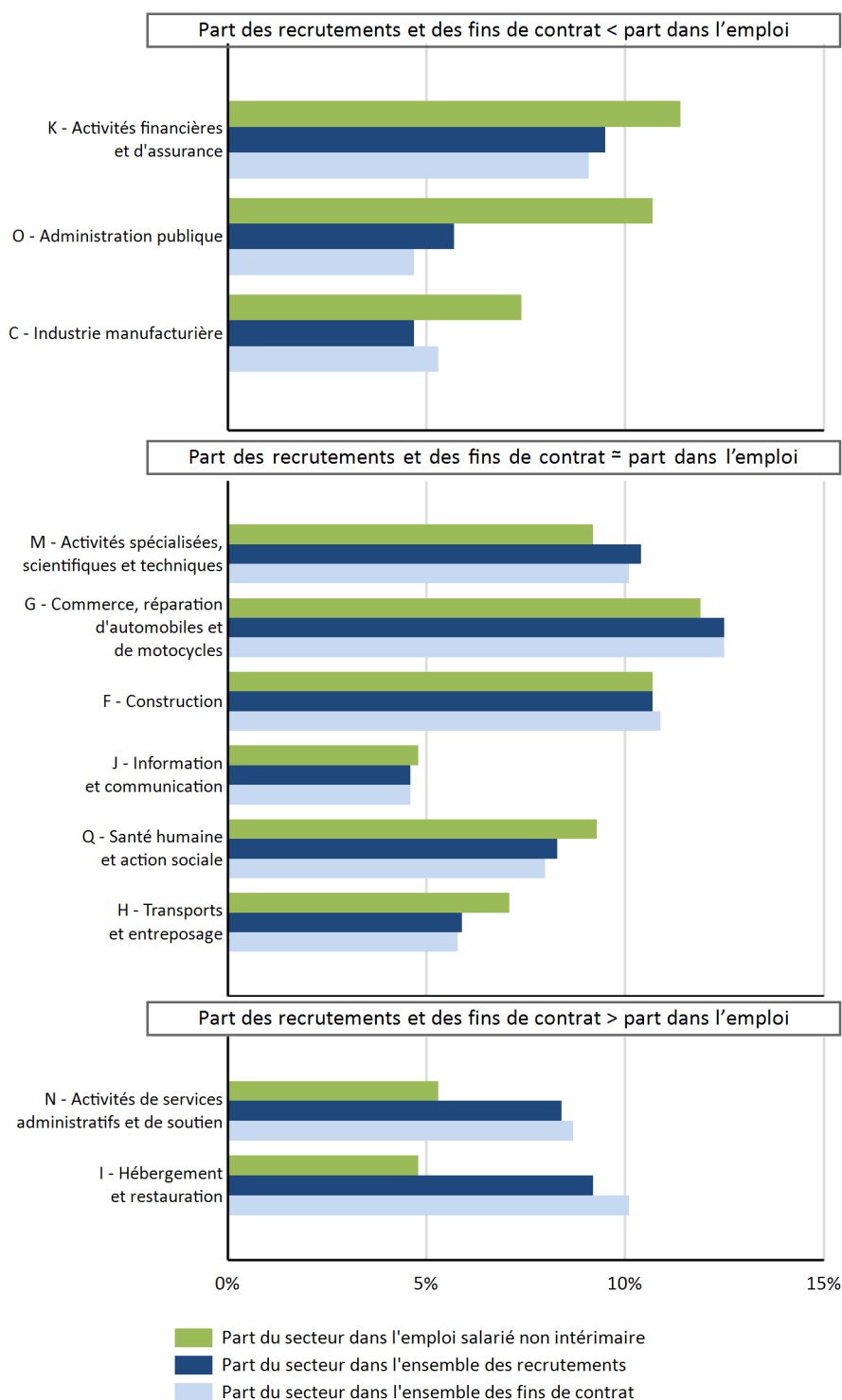
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Hébergement et restauration".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 1 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 1, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre juin 2018 et juin 2019 s'élève environ à 16 850, le nombre de fins de contrat à 14 900. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 1 950.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

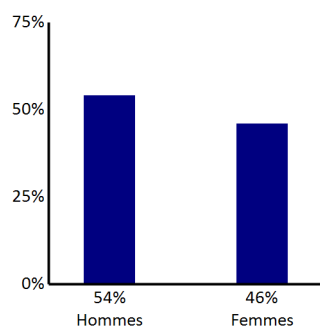
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

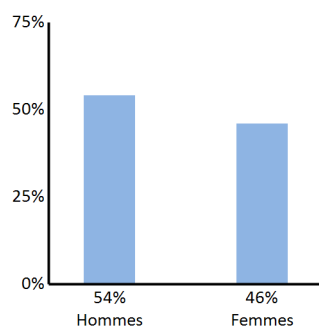
Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 11% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

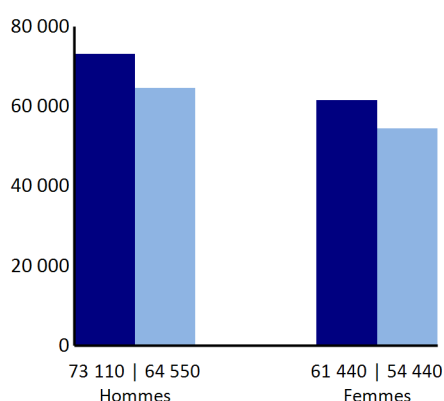
4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Recrutements en %



Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Parmi les 134 550 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2018 et juin 2019, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (41%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre juin 2018 et juin 2019, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 8 560 unités, ce chiffre s'établissant à 7 000 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 12% des recrutements ($= 8\,560/73\,110$) contre 11% pour les femmes. La dynamique de l'emploi est donc un peu plus favorable aux hommes qu'aux femmes, ce qui à nouveau s'explique par les emplois occupés par les uns et les autres.

Guide de lecture :

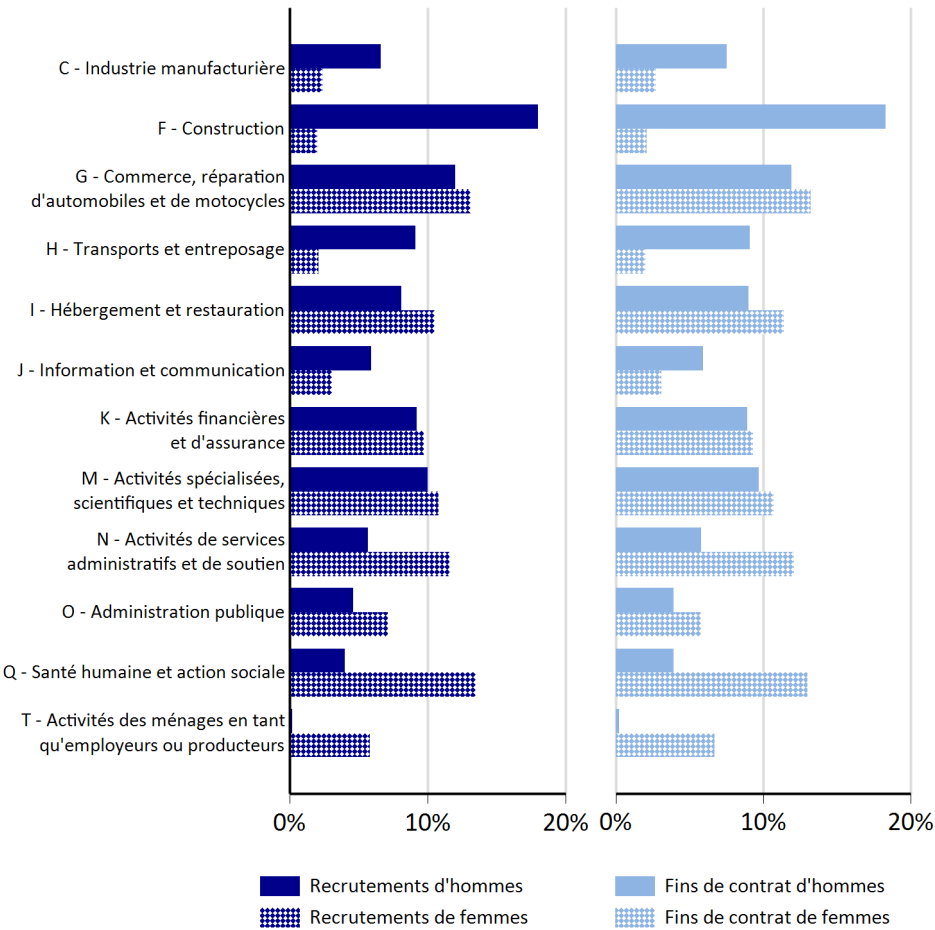
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2018 et juin 2019, 54% concernent des hommes et 46% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 73 110 concernent des hommes. C'est le cas de 64 550 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 7% de l'ensemble des recrutements masculins.

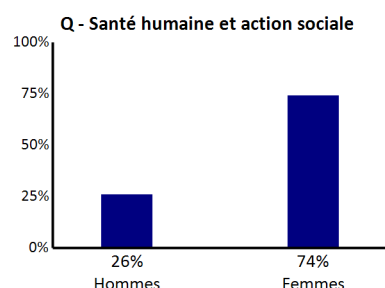
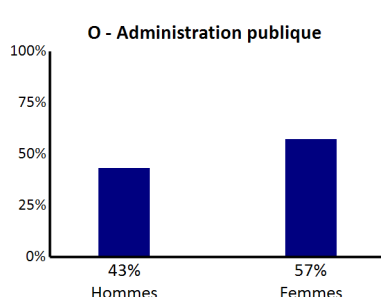
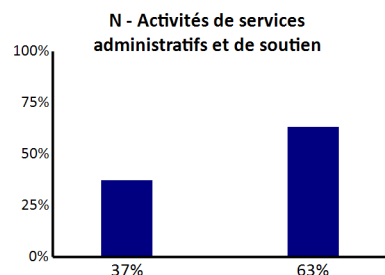
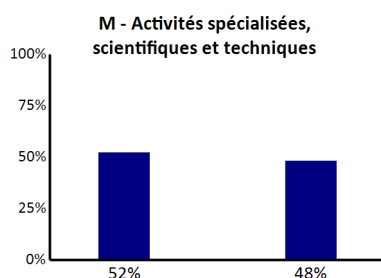
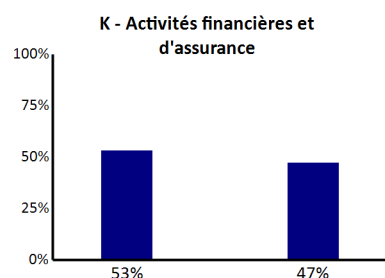
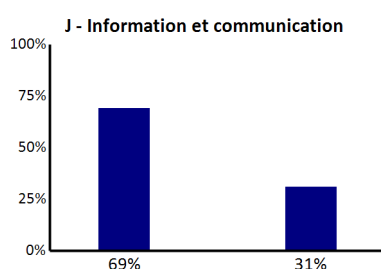
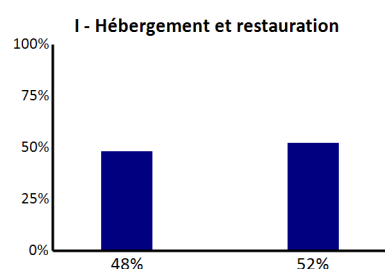
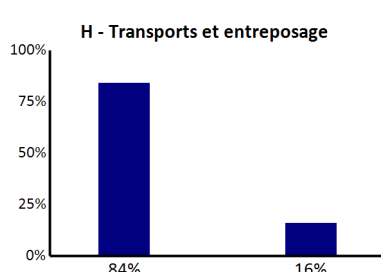
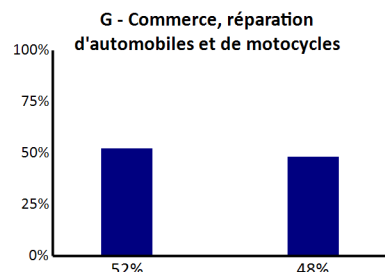
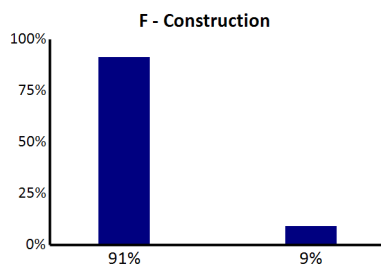
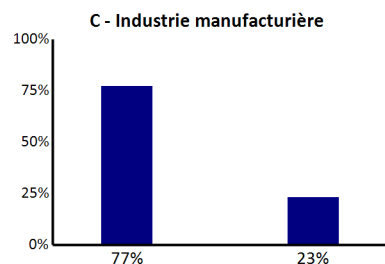
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 14%, 13% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 14% des recrutements féminins contre 4% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 6% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Pour d'autres secteurs, la contribution aux recrutements féminins et masculins est identique. C'est le cas de "Activités financières et d'assurance" qui représente environ 10% des recrutements féminins et masculins (ou de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" qui en représente environ 13%).

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 580) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

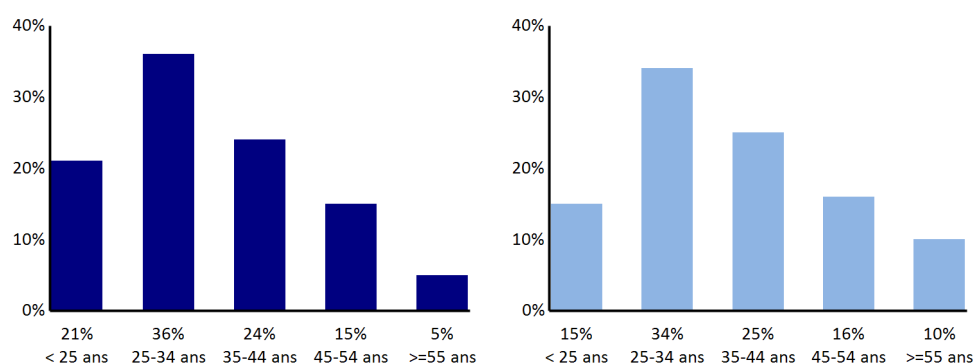
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 74%, 63% et 57% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 91% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 77% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2018 et juin 2019, 77% concernent des hommes et 23% des femmes.

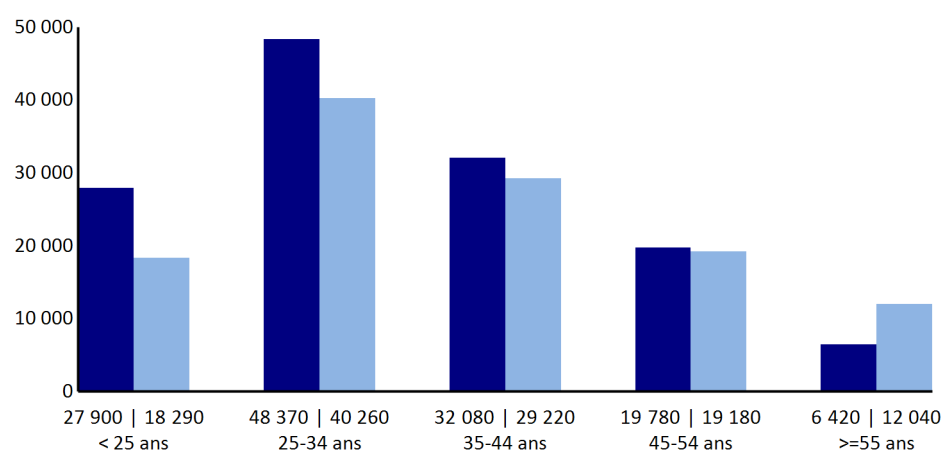
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Recrutements en %

Fins de contrat en %



Nombre de recrutements et de fins de contrat

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre juin 2018 et juin 2019, 15% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 27 900 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 18 290 fins de contrat.

Parmi les 134 550 recrutements réalisés entre juin 2018 et juin 2019, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 36% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 15% les 45-54 ans et 5% les 55 ans et plus.

Parmi les 118 990 fins de contrat, 15% concernent les personnes de moins de 25 ans, 34% les 25-34 ans, 25% les 35-44 ans, 16% les 45-54 ans et 10% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (48 370) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (40 260) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

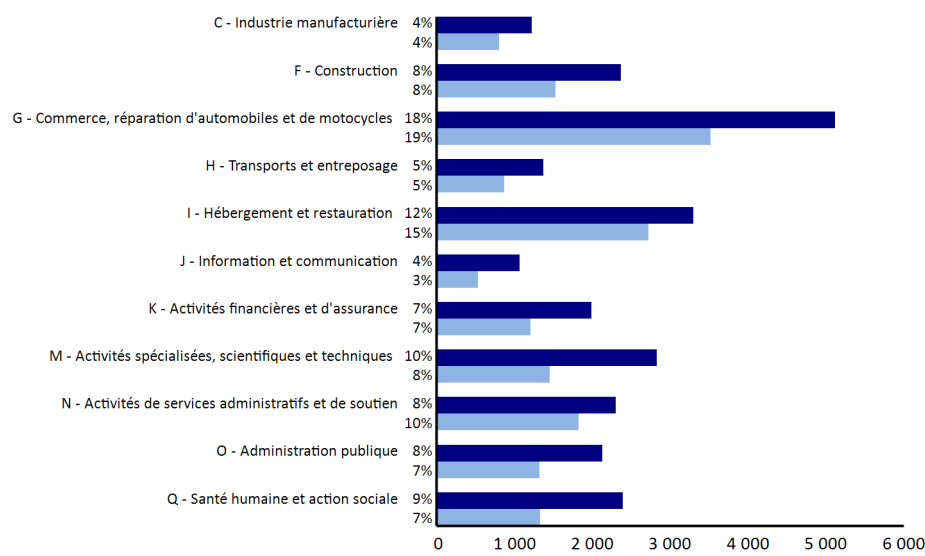
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 7% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (27% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les flux (11% dans l'emploi salarié)

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 9 610 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 8 110 et 2 860 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

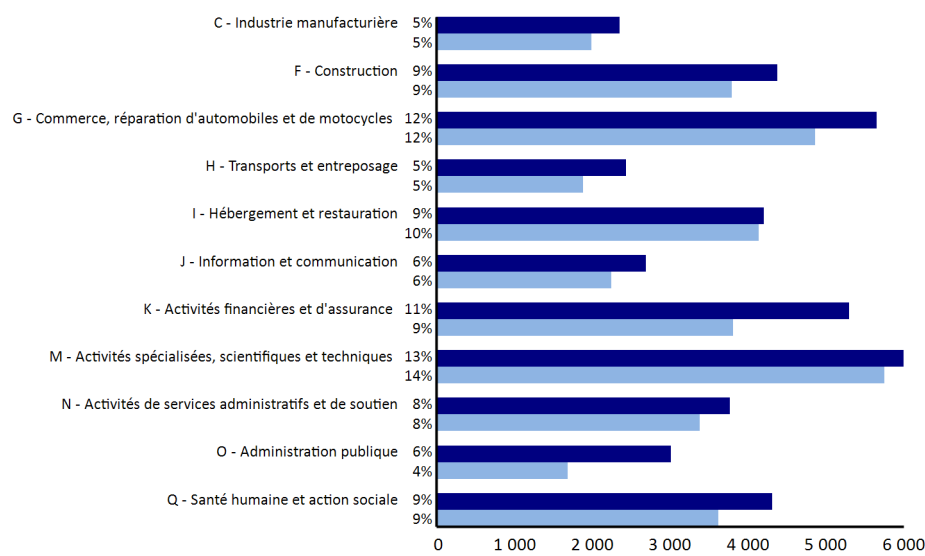


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 18% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (10%).

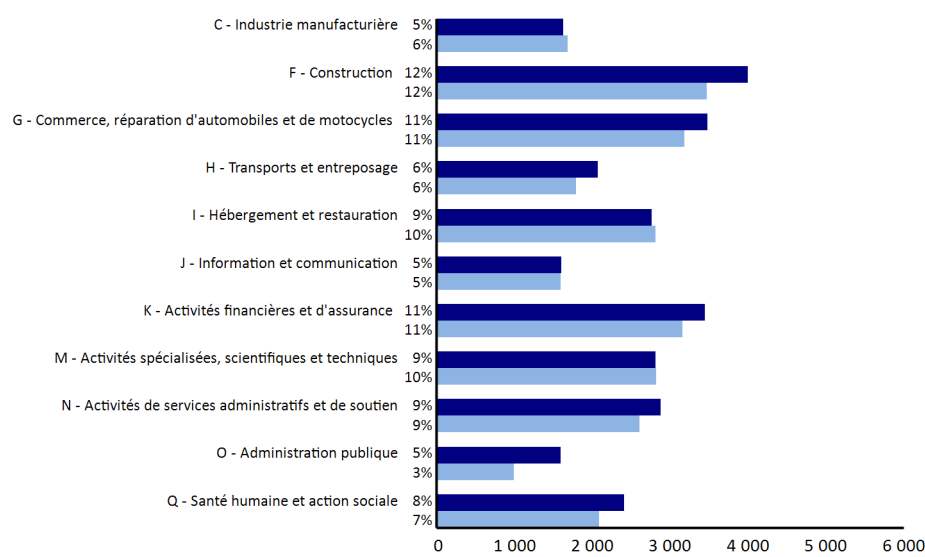
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (12%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

25-34 ans

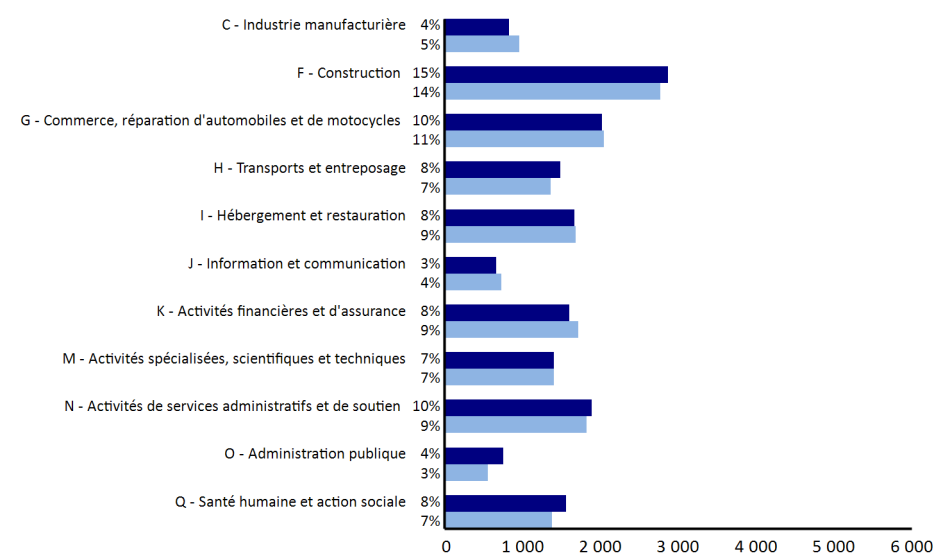


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

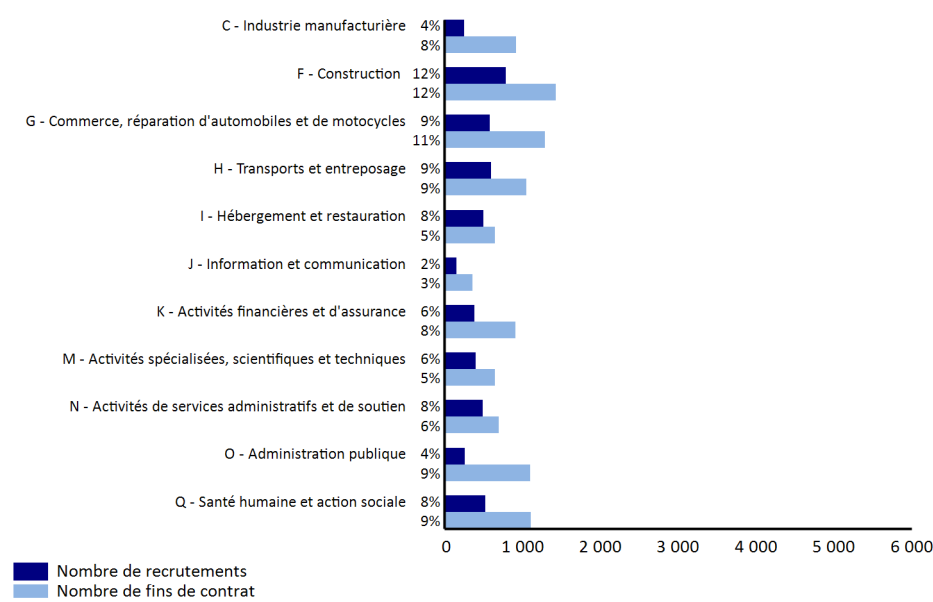
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (15%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (10%).

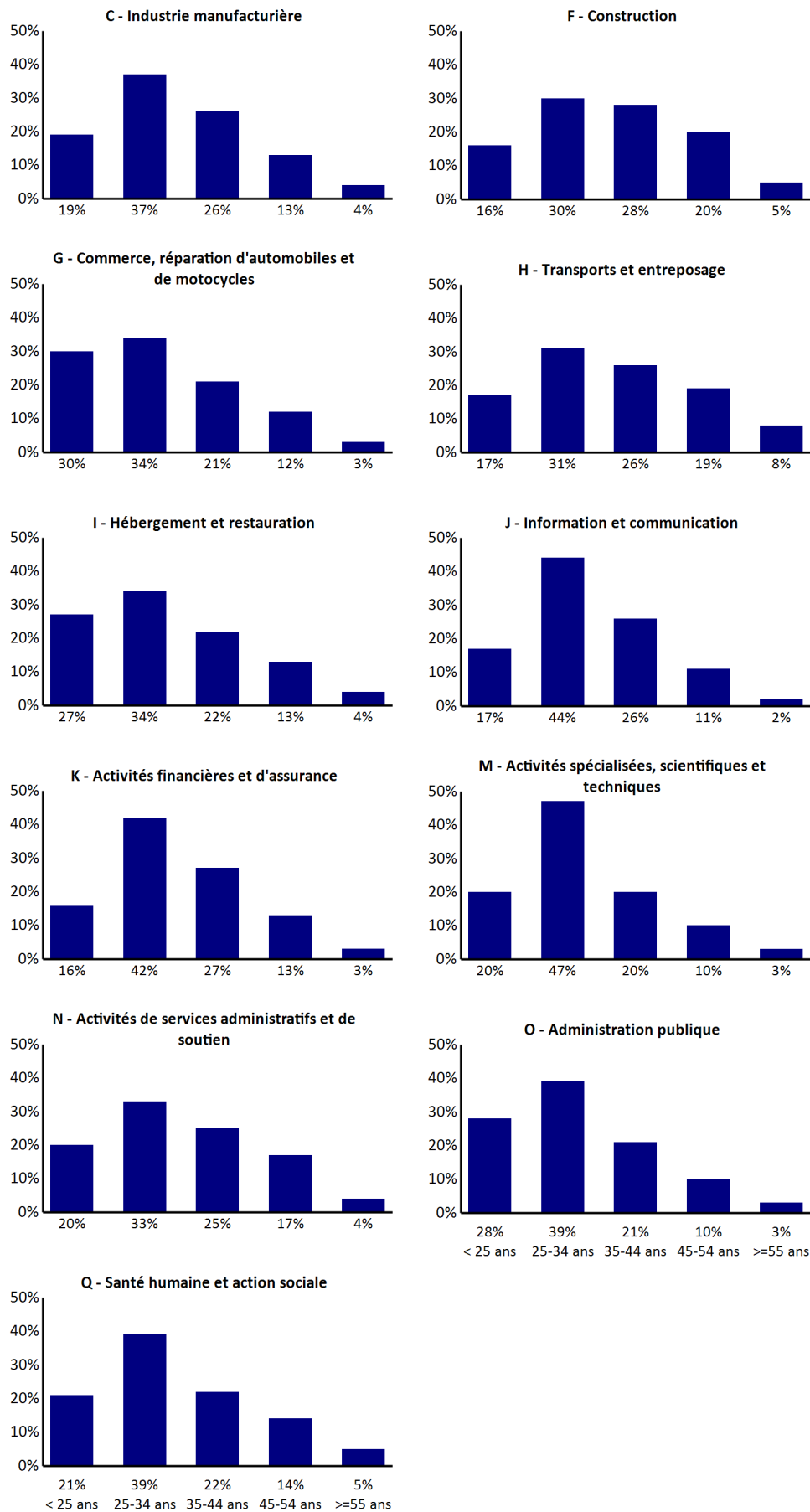
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (12%), "Transports et entreposage" (9%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 220 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 27 900). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 800 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 18 290).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



Guide de lecture : 19% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 37% des 25-34 ans.

Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Concernant les moins de 25 ans, la part qu'ils représentent dans les recrutements du secteur varie de 16% ("Construction") à 30% ("Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles").

Pour les 25-34 ans, ce sont les secteurs "Construction" (30%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (47%) qui ouvre et ferme la marche.

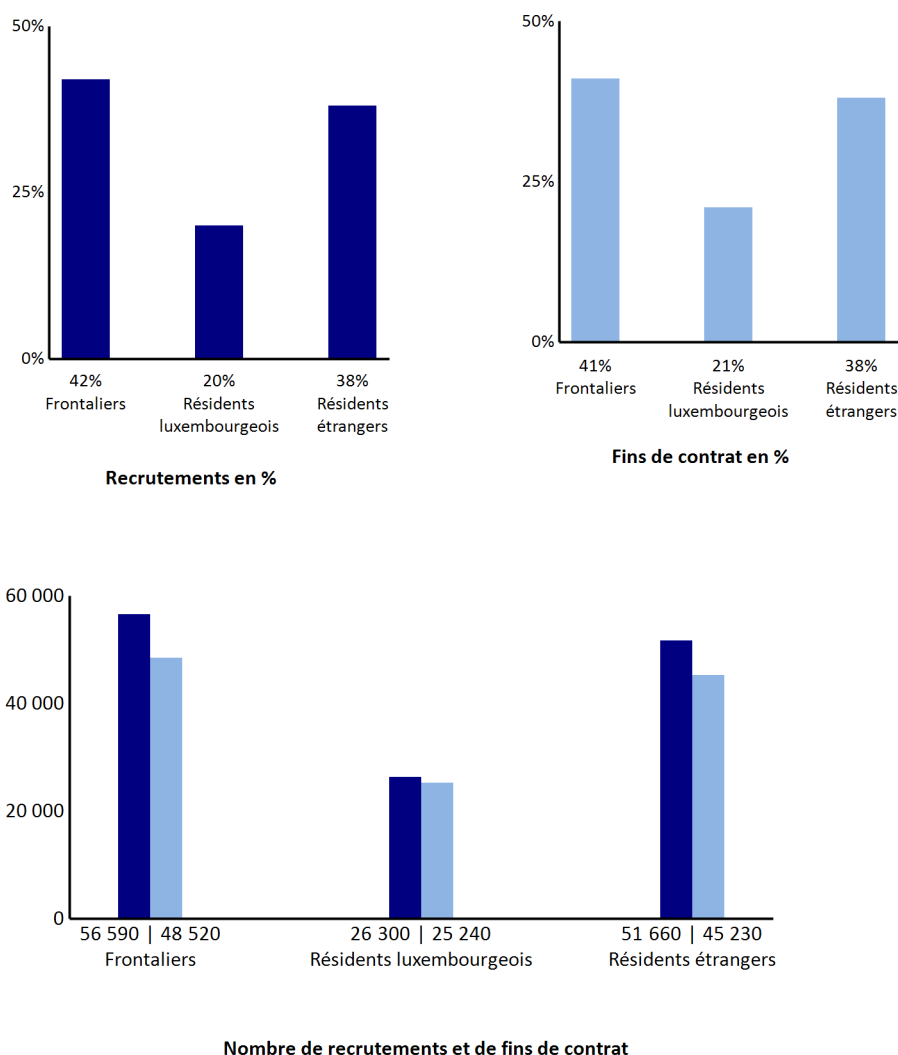
Le secteur "Construction" est celui qui recrute proportionnellement le plus de 35-44 ans (28%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" le moins (20%).

Quant aux 45-54 ans, le secteur qui les recrute le plus est "Construction" avec 28% et celui qui les recrute le moins est "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" avec 10%.

Pour les 55 ans et plus, ce sont les secteurs "Information et communication" (2%) et "Transports et entreposage" (8%) qui recrutent respectivement le moins et le plus.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 134 550 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2018 et juin 2019, 42% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 118 990 fins de contrat observées au cours de la même période, 41% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 38% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 6 430 et 8 070, elle est proche de 0 pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 1 000 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 500 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 42% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre juin 2018 et juin 2019, 41% concernent des frontaliers.

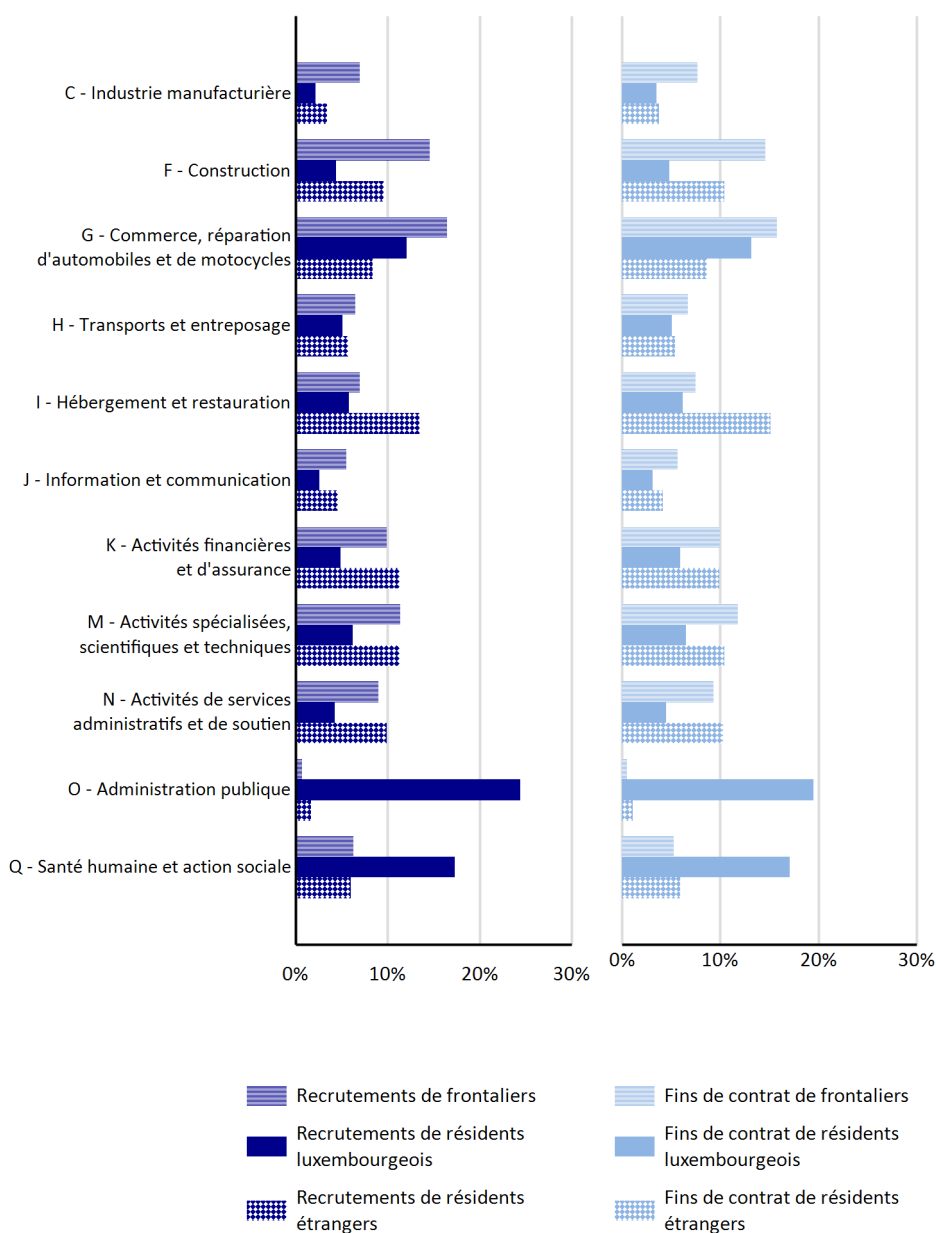
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 56 590 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 48 520 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence juin 2018 et juin 2019, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 3 380 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en juin 2018 et en juin 2019, 2 460 résidents qui étaient de nationalité étrangère en juin 2018 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en juin 2019.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 24% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (17%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

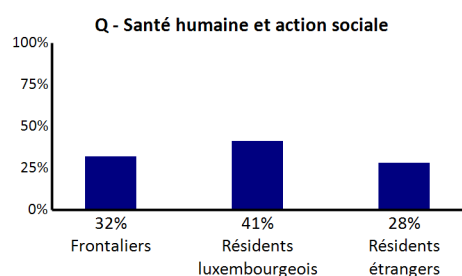
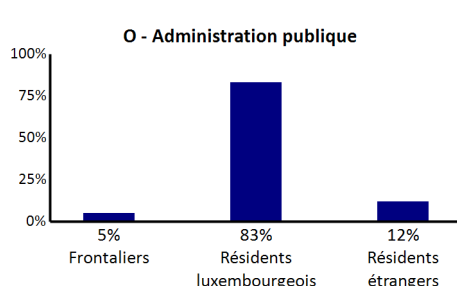
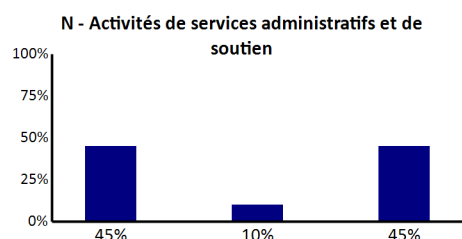
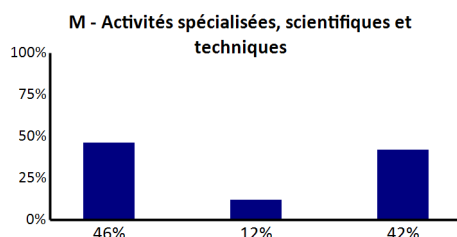
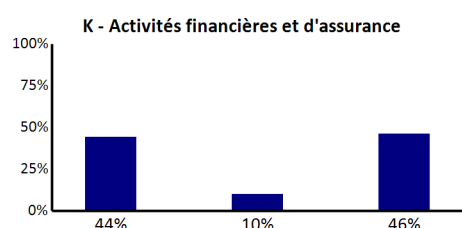
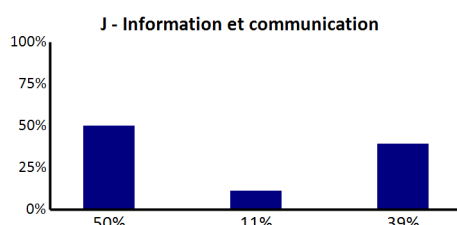
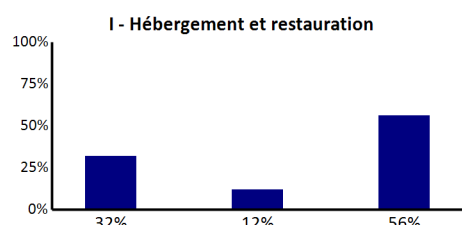
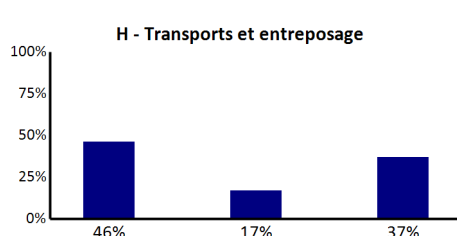
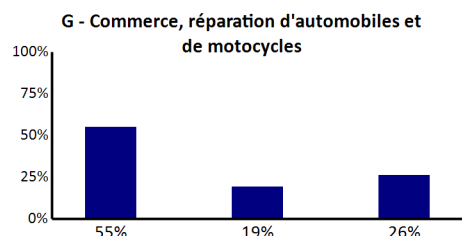
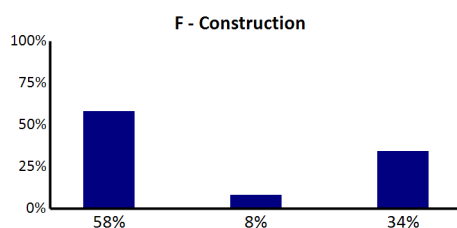
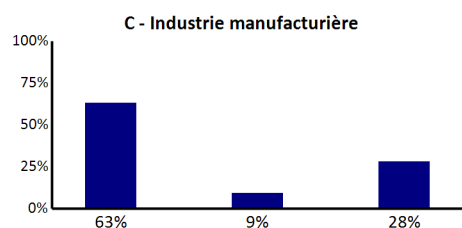
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (17%), "Construction" (15%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (14%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%) et "Activités financières et d'assurance" (11%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

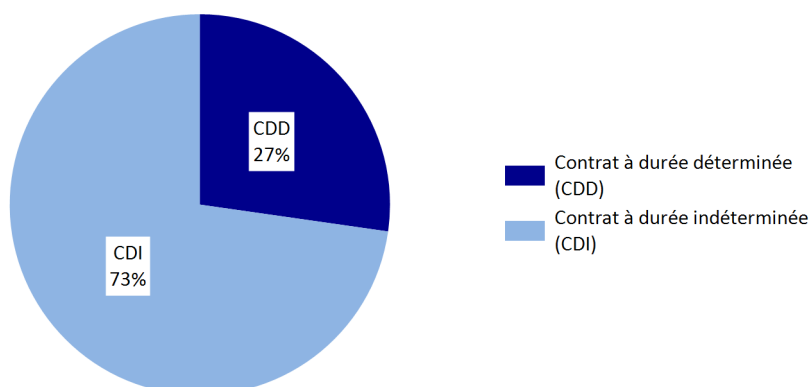
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 56% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 83% et 41% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2018 et juin 2019, 63% concernent des frontaliers, 9% des résidents luxembourgeois et 28% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

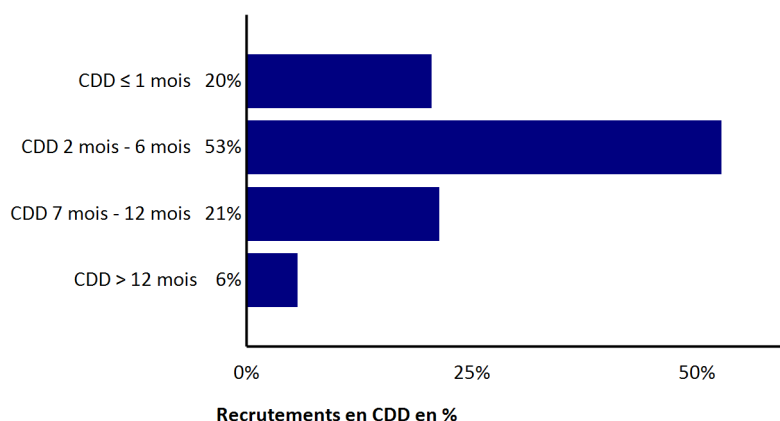


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 134 550 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre juin 2018 et juin 2019, 27% sont des contrats à durée déterminée et 73% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 27%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 28 juin 2019, seuls 6% ont un CDD tandis que 94% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

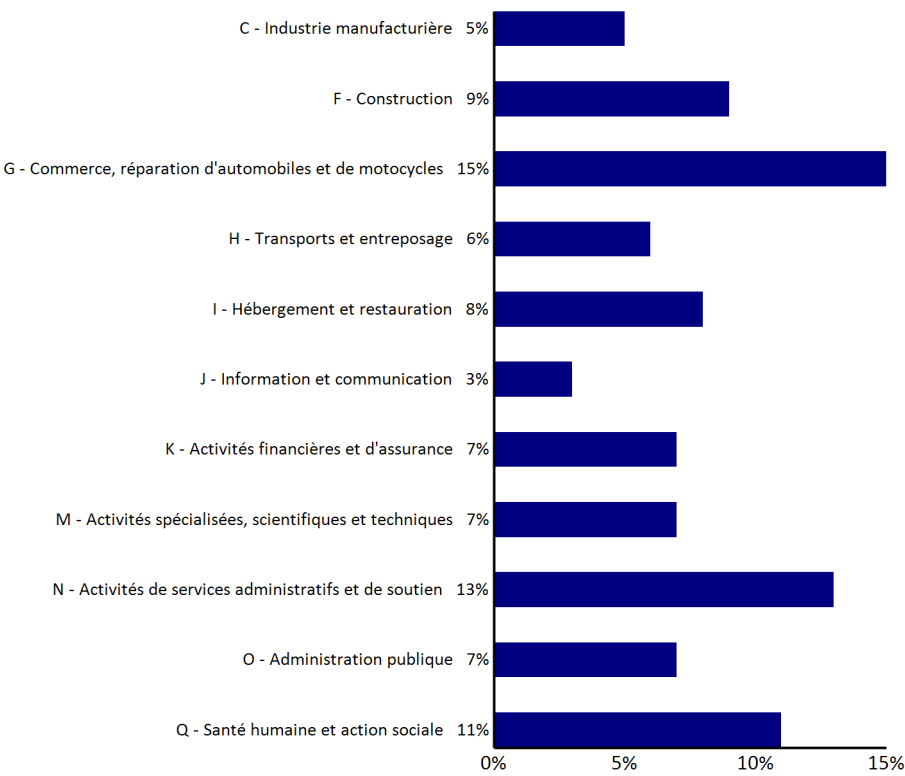


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 27% de CDD selon la durée des contrats : 20% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 53% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 21% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 6% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 6% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

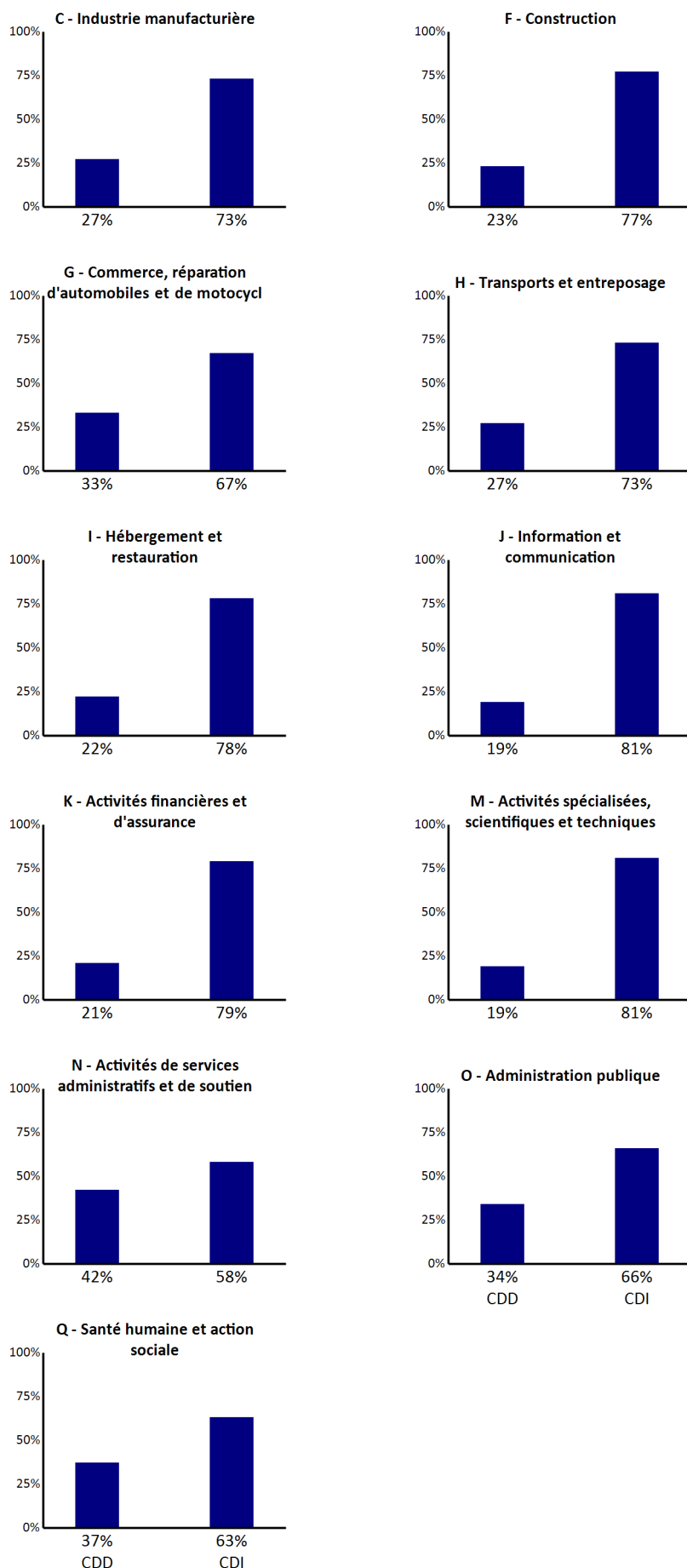
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



39% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 29% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 15% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (13%) et de "Santé humaine et action sociale" (11%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



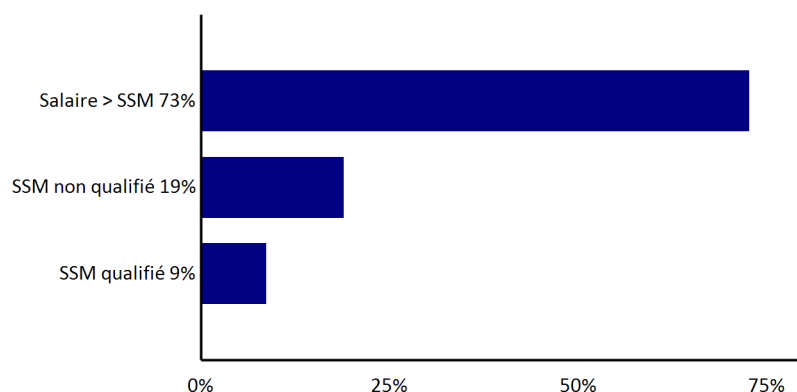
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 27%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (42% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Santé humaine et action sociale" (37%), de "Administration publique" (34%) et de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (33%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Hébergement et restauration" (22%), "Activités financières et d'assurance" (21%), "Information et communication" (19%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2018 et juin 2019, 73% concernent des CDI et 27% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre juin 2018 et juin 2019, 28% (= 19% + 9%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 27%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 29 mars 2019, seuls 15% sont rémunérés au voisinage du SSM.

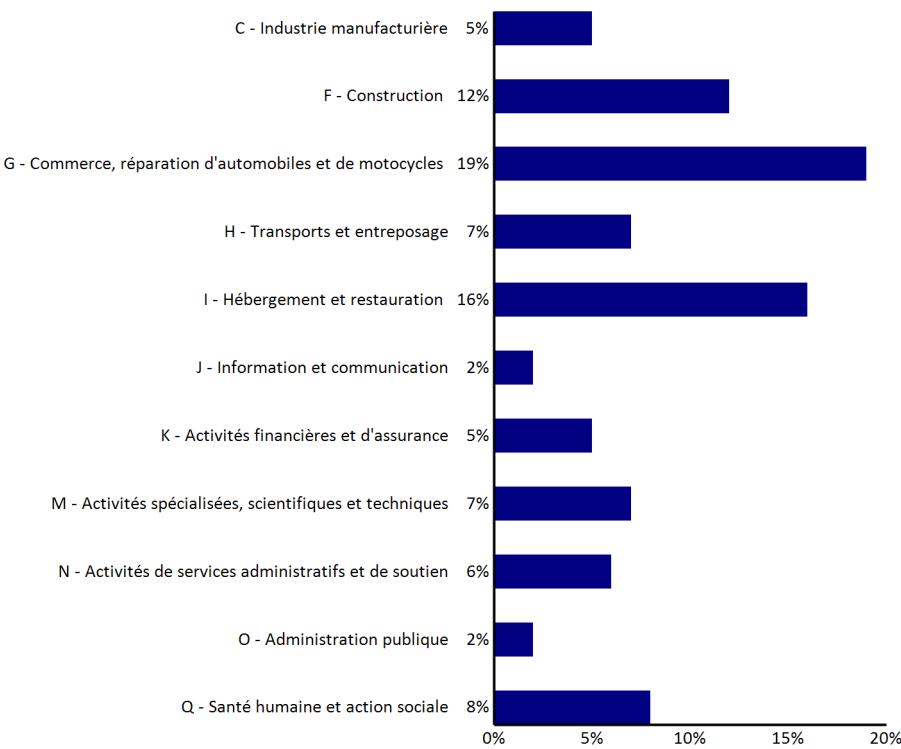
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 69% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en juin 2019 à 2 090 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 31% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en juin 2019 à 2 508 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

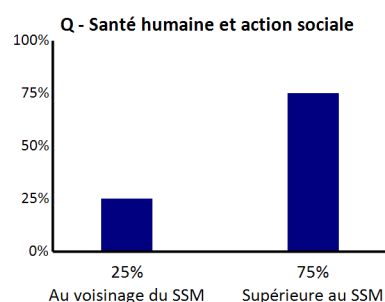
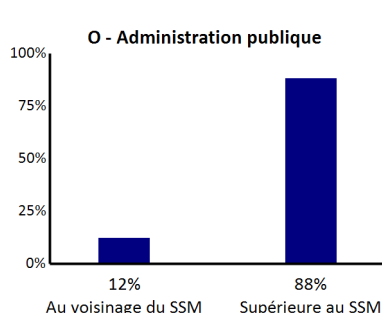
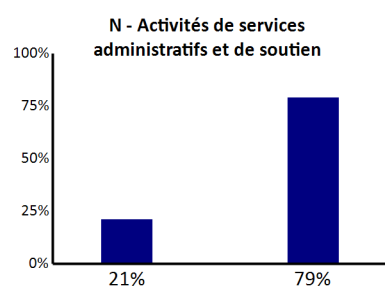
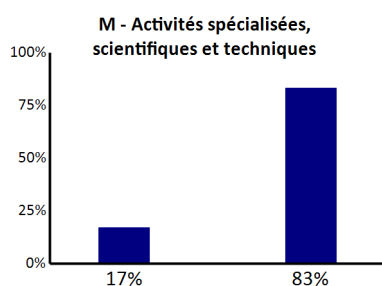
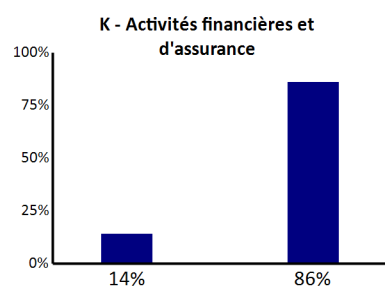
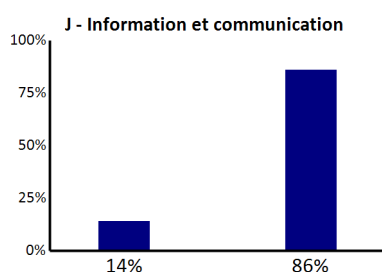
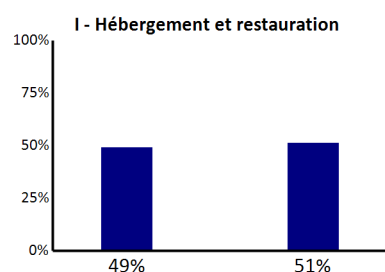
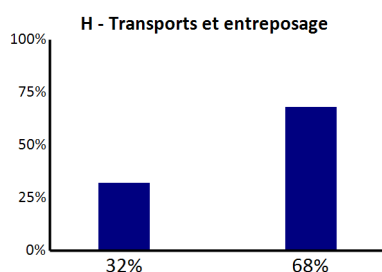
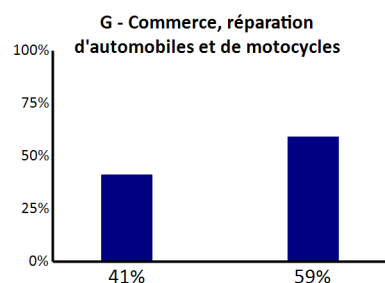
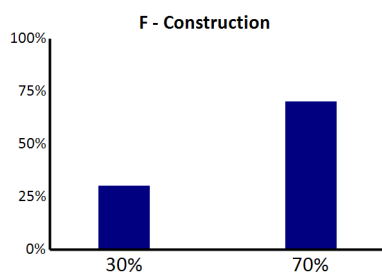
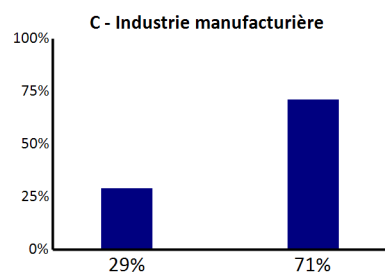


35% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 22% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 19% et 16% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 20% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 27%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (49% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (41%) et de "Transports et entreposage" (32%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (14%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (17%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre juin 2018 et juin 2019, 29% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<http://neon.vb.cbs.nl/casc/..%5Ccasc%5Ctau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Faits et chiffres" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2018 - juin 2019)

	juin-juil. 2018	juil.-août 2018	août-sept. 2018	sept.-oct. 2018	oct.-nov. 2018	nov.-déc. 2018	déc.-janv. 2019	janv.-févr. 2019	févr.-mars 2019	mars-avr. 2019	avr.-mai 2019	mai-juin 2019	Total annuel
Salariés non-intérimaires	10 190	8 860	16 890	13 320	10 490	7 390	13 700	10 230	11 130	11 700	10 360	10 290	134 550
Salariés intérimaires	1 670	3 930	3 070	2 180	2 430	810	5 050	2 830	2 610	2 360	1 970	2 790	31 700
Total	11 860	12 790	19 960	15 500	12 920	8 200	18 750	13 060	13 740	14 060	12 330	13 080	166 250

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (juin 2018 - juin 2019)

	juin-juil. 2018	juil.-août 2018	août-sept. 2018	sept.-oct. 2018	oct.-nov. 2018	nov.-déc. 2018	déc.-janv. 2019	janv.-févr. 2019	févr.-mars 2019	mars-avr. 2019	avr.-mai 2019	mai-juin 2019	Total annuel
Salariés non-intérimaires	11 830	9 580	11 560	10 710	8 790	9 200	12 370	8 370	8 800	9 860	9 050	8 870	118 990
Salariés intérimaires	5 070	1 820	2 100	2 610	1 880	6 540	1 210	1 620	2 010	2 490	2 550	1 720	31 620
Total	16 900	11 400	13 660	13 320	10 670	15 740	13 580	9 990	10 810	12 350	11 600	10 590	150 610

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (juin 2018 - juin 2019)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en juin 2019	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	720	660	0,5%	0,6%	60	0,4%	1 520	0,3%
B - Industries extractives	20	30	0,0%	0,0%	- 10	-0,1%	290	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 280	6 350	4,7%	5,3%	- 70	-0,4%	32 070	7,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	210	160	0,2%	0,1%	50	0,3%	1 600	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	300	250	0,2%	0,2%	50	0,3%	1 770	0,4%
F - Construction	14 410	12 990	10,7%	10,9%	1 420	9,1%	46 710	10,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	16 850	14 900	12,5%	12,5%	1 950	12,5%	51 840	11,9%
H - Transports et entreposage	7 960	6 950	5,9%	5,8%	1 010	6,5%	30 840	7,1%
I - Hébergement et restauration	12 430	12 000	9,2%	10,1%	430	2,8%	20 940	4,8%
J - Information et communication	6 180	5 450	4,6%	4,6%	730	4,7%	20 920	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	12 720	10 810	9,5%	9,1%	1 910	12,3%	49 710	11,4%
L - Activités immobilières	1 370	1 170	1,0%	1,0%	200	1,3%	3 310	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13 950	12 070	10,4%	10,1%	1 880	12,1%	40 150	9,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 320	10 330	8,4%	8,7%	990	6,4%	23 170	5,3%
O - Administration publique	7 730	5 640	5,7%	4,7%	2 090	13,4%	46 320	10,7%
P - Enseignement (privé)	1 600	1 330	1,2%	1,1%	270	1,7%	4 860	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	11 200	9 540	8,3%	8,0%	1 660	10,7%	40 280	9,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	930	810	0,7%	0,7%	120	0,8%	2 380	0,5%
S - Autres activités de services	2 170	2 000	1,6%	1,7%	170	1,1%	6 670	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 720	3 770	2,8%	3,2%	- 50	-0,3%	6 060	1,4%
U - Activités extra-territoriales	220	210	0,2%	0,2%	10	0,1%	740	0,2%
Z - Non déterminé	2 260	1 570	1,7%	1,3%	690	4,4%	2 560	0,6%
Total	134 550	118 990	100,0%	100,0%	15 560	100,0%	434 710	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2018 - juin 2019) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	540	720	140	520	660	0,3%	0,7%	0,3%	0,8%
B - Industries extractives	0	20	20	0	30	30	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 450	4 830	6 280	1 480	4 870	6 350	2,4%	6,6%	2,7%	7,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	40	170	210	40	120	160	0,1%	0,2%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	250	300	50	200	250	0,1%	0,3%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 230	13 180	14 410	1 150	11 840	12 990	2,0%	18,0%	2,1%	18,3%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 050	8 800	16 850	7 200	7 700	14 900	13,1%	12,0%	13,2%	11,9%
H - Transports et entreposage	1 290	6 670	7 960	1 070	5 880	6 950	2,1%	9,1%	2,0%	9,1%
I - Hébergement et restauration	6 480	5 950	12 430	6 220	5 780	12 000	10,5%	8,1%	11,4%	9,0%
J - Information et communication	1 890	4 290	6 180	1 670	3 780	5 450	3,1%	5,9%	3,1%	5,9%
K - Activités financières et d'assurance	5 970	6 750	12 720	5 090	5 720	10 810	9,7%	9,2%	9,3%	8,9%
L - Activités immobilières	640	730	1 370	560	610	1 170	1,0%	1,0%	1,0%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 640	7 310	13 950	5 840	6 230	12 070	10,8%	10,0%	10,7%	9,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	7 150	4 170	11 320	6 610	3 720	10 330	11,6%	5,7%	12,1%	5,8%
O - Administration publique	4 390	3 340	7 730	3 150	2 490	5 640	7,1%	4,6%	5,8%	3,9%
P - Enseignement (privé)	890	710	1 600	750	580	1 330	1,4%	1,0%	1,4%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	8 280	2 920	11 200	7 050	2 490	9 540	13,5%	4,0%	13,0%	3,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	420	510	930	370	440	810	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
S - Autres activités de services	1 600	570	2 170	1 490	510	2 000	2,6%	0,8%	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 580	140	3 720	3 630	140	3 770	5,8%	0,2%	6,7%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	170	50	220	170	40	210	0,3%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 050	1 210	2 260	710	860	1 570	1,7%	1,7%	1,3%	1,3%
Total	61 440	73 110	134 550	54 440	64 550	118 990	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2018 - juin 2019) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,0%	75,0%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	23,1%	76,9%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	19,0%	81,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	16,7%	83,3%	100,0%
F - Construction	8,5%	91,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47,8%	52,2%	100,0%
H - Transports et entreposage	16,2%	83,8%	100,0%
I - Hébergement et restauration	52,1%	47,9%	100,0%
J - Information et communication	30,6%	69,4%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	46,9%	53,1%	100,0%
L - Activités immobilières	46,7%	53,3%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,6%	52,4%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	63,2%	36,8%	100,0%
O - Administration publique	56,8%	43,2%	100,0%
P - Enseignement	55,6%	44,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	73,9%	26,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	45,2%	54,8%	100,0%
S - Autres activités de services	73,7%	26,3%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,2%	3,8%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	77,3%	22,7%	100,0%
Z - Non déterminé	46,5%	53,5%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (juin 2018 - juin 2019) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2019			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2019	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	350	1 170	1 520	0,2%	0,5%
B - Industries extractives	20	270	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 760	26 310	32 070	3,2%	10,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	240	1 360	1 600	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	260	1 510	1 770	0,1%	0,6%
F - Construction	4 060	42 650	46 710	2,3%	16,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22 460	29 380	51 840	12,6%	11,4%
H - Transports et entreposage	4 380	26 460	30 840	2,5%	10,3%
I - Hébergement et restauration	10 850	10 090	20 940	6,1%	3,9%
J - Information et communication	5 460	15 460	20 920	3,1%	6,0%
K - Activités financières et d'assurance	22 370	27 340	49 710	12,6%	10,6%
L - Activités immobilières	1 560	1 750	3 310	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17 540	22 610	40 150	9,9%	8,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	13 020	10 150	23 170	7,3%	3,9%
O - Administration publique	22 940	23 380	46 320	12,9%	9,1%
P - Enseignement (privé)	2 650	2 210	4 860	1,5%	0,9%
Q - Santé humaine et action sociale	30 560	9 720	40 280	17,2%	3,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 000	1 380	2 380	0,6%	0,5%
S - Autres activités de services	4 720	1 950	6 670	2,7%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 820	240	6 060	3,3%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	500	240	740	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 170	1 390	2 560	0,7%	0,5%
Total	177 690	257 020	434 710	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2018 - juin 2019) – partie 1

	Recrutements					Total	Fins de contrat					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans		< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	170	210	150	130	50	710	130	200	130	130	70	660
B - Industries extractives	0	0	10	10	0	20	0	10	0	10	10	30
C - Industrie manufacturière	1 220	2 350	1 630	830	250	6 280	800	1 990	1 680	960	920	6 350
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	90	50	20	0	210	20	50	40	20	30	160
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	110	80	50	10	300	20	70	70	40	50	250
F - Construction	2 370	4 380	4 000	2 870	790	14 410	1 530	3 790	3 470	2 770	1 430	12 990
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 120	5 650	3 480	2 020	580	16 850	3 520	4 860	3 180	2 050	1 290	14 900
H - Transports et entreposage	1 370	2 430	2 070	1 490	600	7 960	870	1 880	1 790	1 360	1 050	6 950
I - Hébergement et restauration	3 300	4 200	2 760	1 670	500	12 430	2 720	4 140	2 810	1 680	650	12 000
J - Information et communication	1 070	2 690	1 600	660	150	6 170	530	2 240	1 590	730	360	5 450
K - Activités financières et d'assurance	1 990	5 300	3 450	1 600	380	12 720	1 210	3 810	3 160	1 720	910	10 810
L - Activités immobilières	160	410	400	290	110	1 370	100	340	350	250	130	1 170
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 830	6 520	2 810	1 400	400	13 960	1 450	5 750	2 820	1 400	650	12 070
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 300	3 770	2 880	1 890	490	11 330	1 820	3 380	2 610	1 820	700	10 330
O - Administration publique	2 130	3 010	1 590	750	260	7 740	1 320	1 680	990	560	1 100	5 650
P - Enseignement (privé)	360	700	350	150	40	1 600	230	570	310	130	80	1 320
Q - Santé humaine et action sociale	2 390	4 310	2 410	1 560	520	11 190	1 330	3 620	2 090	1 380	1 110	9 530
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	340	160	110	60	940	200	290	150	100	80	820
S - Autres activités de services	480	780	480	300	120	2 160	340	740	460	270	190	2 000
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	110	520	980	1 270	840	3 720	90	480	970	1 260	970	3 770
U - Activités extra-territoriales	10	60	70	50	30	220	0	40	70	40	50	200
Z - Non déterminé	150	540	670	660	240	2 260	60	330	480	500	210	1 580
Total	27 900	48 370	32 080	19 780	6 420	134 550	18 290	40 260	29 220	19 180	12 040	118 990

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2018 - juin 2019) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,5%	0,7%	0,8%	0,7%	0,5%	0,4%	0,7%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,4%	4,9%	5,1%	4,2%	3,9%	4,4%	4,9%	5,7%	5,0%	7,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,2%	0,1%	0,2%	0,2%	0,2%	0,4%
F - Construction	8,5%	9,1%	12,5%	14,5%	12,3%	8,4%	9,4%	11,9%	14,4%	11,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	18,4%	11,7%	10,8%	10,2%	9,0%	19,2%	12,1%	10,9%	10,7%	10,7%
H - Transports et entreposage	4,9%	5,0%	6,5%	7,5%	9,3%	4,8%	4,7%	6,1%	7,1%	8,7%
I - Hébergement et restauration	11,8%	8,7%	8,6%	8,4%	7,8%	14,9%	10,3%	9,6%	8,8%	5,4%
J - Information et communication	3,8%	5,6%	5,0%	3,3%	2,3%	2,9%	5,6%	5,4%	3,8%	3,0%
K - Activités financières et d'assurance	7,1%	11,0%	10,8%	8,1%	5,9%	6,6%	9,5%	10,8%	9,0%	7,6%
L - Activités immobilières	0,6%	0,8%	1,2%	1,5%	1,7%	0,5%	0,8%	1,2%	1,3%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,1%	13,5%	8,8%	7,1%	6,2%	7,9%	14,3%	9,7%	7,3%	5,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8,2%	7,8%	9,0%	9,6%	7,6%	10,0%	8,4%	8,9%	9,5%	5,8%
O - Administration publique	7,6%	6,2%	5,0%	3,8%	4,0%	7,2%	4,2%	3,4%	2,9%	9,1%
P - Enseignement (privé)	1,3%	1,4%	1,1%	0,8%	0,6%	1,3%	1,4%	1,1%	0,7%	0,7%
Q - Santé humaine et action sociale	8,6%	8,9%	7,5%	7,9%	8,1%	7,3%	9,0%	7,2%	7,2%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,0%	0,7%	0,5%	0,6%	0,9%	1,1%	0,7%	0,5%	0,5%	0,7%
S - Autres activités de services	1,7%	1,6%	1,5%	1,5%	1,9%	1,9%	1,8%	1,6%	1,4%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,4%	1,1%	3,1%	6,4%	13,1%	0,5%	1,2%	3,3%	6,6%	8,1%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,5%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,4%
Z - Non déterminé	0,5%	1,1%	2,1%	3,3%	3,7%	0,3%	0,8%	1,6%	2,6%	1,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2018 - juin 2019) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	23,9%	29,6%	21,1%	18,3%	7,0%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	50,0%	50,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	19,4%	37,4%	26,0%	13,2%	4,0%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	23,8%	42,9%	23,8%	9,5%	0,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	16,7%	36,7%	26,7%	16,7%	3,3%	100,0%
F - Construction	16,4%	30,4%	27,8%	19,9%	5,5%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	30,4%	33,5%	20,7%	12,0%	3,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	17,2%	30,5%	26,0%	18,7%	7,5%	100,0%
I - Hébergement et restauration	26,5%	33,8%	22,2%	13,4%	4,0%	100,0%
J - Information et communication	17,3%	43,6%	25,9%	10,7%	2,4%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	15,6%	41,7%	27,1%	12,6%	3,0%	100,0%
L - Activités immobilières	11,7%	29,9%	29,2%	21,2%	8,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,3%	46,7%	20,1%	10,0%	2,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,3%	33,3%	25,4%	16,7%	4,3%	100,0%
O - Administration publique	27,5%	38,9%	20,5%	9,7%	3,4%	100,0%
P - Enseignement (privé)	22,5%	43,8%	21,9%	9,4%	2,5%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	21,4%	38,5%	21,5%	13,9%	4,6%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	28,7%	36,2%	17,0%	11,7%	6,4%	100,0%
S - Autres activités de services	22,2%	36,1%	22,2%	13,9%	5,6%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3,0%	14,0%	26,3%	34,1%	22,6%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	4,5%	27,3%	31,8%	22,7%	13,6%	100,0%
Z - Non déterminé	6,6%	23,9%	29,6%	29,2%	10,6%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (juin 2018 - juin 2019) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2019						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2019				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	200	410	380	340	190	1 520	0,7%	0,4%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	80	110	50	290	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 690	7 370	9 140	10 050	3 820	32 070	6,0%	6,3%	7,3%	8,5%	8,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	460	450	440	150	1 600	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	390	470	590	240	1 770	0,3%	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%
F - Construction	3 010	10 420	13 200	14 200	5 880	46 710	10,6%	8,9%	10,6%	12,1%	12,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 260	13 780	14 060	13 430	5 320	51 850	18,6%	11,8%	11,3%	11,4%	11,3%
H - Transports et entreposage	1 750	7 280	8 690	9 080	4 040	30 840	6,2%	6,2%	7,0%	7,7%	8,5%
I - Hébergement et restauration	2 650	5 880	5 750	4 910	1 750	20 940	9,4%	5,0%	4,6%	4,2%	3,7%
J - Information et communication	1 080	6 650	6 620	4 870	1 690	20 910	3,8%	5,7%	5,3%	4,1%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 590	12 150	16 440	14 860	4 670	49 710	5,6%	10,4%	13,2%	12,6%	9,9%
L - Activités immobilières	180	760	940	910	520	3 310	0,6%	0,7%	0,8%	0,8%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 480	15 990	10 900	7 700	3 080	40 150	8,8%	13,7%	8,7%	6,5%	6,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 500	6 150	6 860	6 270	2 390	23 170	5,3%	5,3%	5,5%	5,3%	5,1%
O - Administration publique	2 440	12 150	13 900	12 530	5 300	46 320	8,6%	10,4%	11,1%	10,7%	11,2%
P - Enseignement (privé)	230	1 520	1 430	1 170	520	4 870	0,8%	1,3%	1,1%	1,0%	1,1%
Q - Santé humaine et action sociale	3 060	11 690	10 700	10 420	4 400	40 270	10,8%	10,0%	8,6%	8,9%	9,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	190	690	640	580	280	2 380	0,7%	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%
S - Autres activités de services	620	1 860	1 770	1 620	800	6 670	2,2%	1,6%	1,4%	1,4%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	70	570	1 570	2 320	1 540	6 070	0,2%	0,5%	1,3%	2,0%	3,3%
U - Activités extra-territoriales	0	90	220	270	160	740	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	80	430	680	890	480	2 560	0,3%	0,4%	0,5%	0,8%	1,0%
Total	28 270	116 730	124 890	117 560	47 270	434 720	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2018 - juin 2019) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	160	180	380	720	140	160	360	660
B - Industries extractives	10	0	10	20	20	0	10	30
C - Industrie manufacturière	3 950	580	1 750	6 280	3 720	890	1 740	6 350
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	70	100	40	210	40	100	20	160
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	150	90	60	300	130	70	50	250
F - Construction	8 290	1 170	4 950	14 410	7 070	1 200	4 720	12 990
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 330	3 170	4 350	16 850	7 650	3 330	3 920	14 900
H - Transports et entreposage	3 680	1 330	2 950	7 960	3 240	1 280	2 430	6 950
I - Hébergement et restauration	3 950	1 520	6 960	12 430	3 620	1 560	6 820	12 000
J - Information et communication	3 100	680	2 400	6 180	2 770	770	1 910	5 450
K - Activités financières et d'assurance	5 590	1 290	5 840	12 720	4 840	1 500	4 470	10 810
L - Activités immobilières	500	320	550	1 370	400	300	470	1 170
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 470	1 630	5 850	13 950	5 710	1 650	4 710	12 070
N - Activités de services administratifs et de soutien	5 090	1 120	5 110	11 320	4 530	1 130	4 670	10 330
O - Administration publique	410	6 430	890	7 730	220	4 920	500	5 640
P - Enseignement (privé)	370	430	800	1 600	290	430	610	1 330
Q - Santé humaine et action sociale	3 580	4 540	3 080	11 200	2 580	4 310	2 650	9 540
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	320	340	930	230	260	320	810
S - Autres activités de services	710	630	830	2 170	660	590	750	2 000
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	400	230	3 090	3 720	410	270	3 090	3 770
U - Activités extra-territoriales	60	20	140	220	70	20	120	210
Z - Non déterminé	450	520	1 290	2 260	180	500	890	1 570
Total	56 590	26 300	51 660	134 550	48 520	25 240	45 230	118 990

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2018 - juin 2019) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,7%	0,3%	0,6%	0,7%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	7,0%	2,2%	3,4%	7,7%	3,5%	3,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,1%	0,4%	0,1%	0,1%	0,4%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,3%	0,1%	0,3%	0,3%	0,1%
F - Construction	14,6%	4,4%	9,6%	14,6%	4,8%	9,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	16,5%	12,1%	8,4%	15,8%	13,2%	8,4%
H - Transports et entreposage	6,5%	5,1%	5,7%	6,7%	5,1%	5,7%
I - Hébergement et restauration	7,0%	5,8%	13,5%	7,5%	6,2%	13,5%
J - Information et communication	5,5%	2,6%	4,6%	5,7%	3,1%	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	9,9%	4,9%	11,3%	10,0%	5,9%	11,3%
L - Activités immobilières	0,9%	1,2%	1,1%	0,8%	1,2%	1,1%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	11,4%	6,2%	11,3%	11,8%	6,5%	11,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,0%	4,3%	9,9%	9,3%	4,5%	9,9%
O - Administration publique	0,7%	24,4%	1,7%	0,5%	19,5%	1,7%
P - Enseignement (privé)	0,7%	1,6%	1,5%	0,6%	1,7%	1,5%
Q - Santé humaine et action sociale	6,3%	17,3%	6,0%	5,3%	17,1%	6,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,5%	1,2%	0,7%	0,5%	1,0%	0,7%
S - Autres activités de services	1,3%	2,4%	1,6%	1,4%	2,3%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,7%	0,9%	6,0%	0,8%	1,1%	6,0%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,3%	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	0,8%	2,0%	2,5%	0,4%	2,0%	2,5%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2018 - juin 2019) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	22,2%	25,0%	52,8%	100,0%
B - Industries extractives	50,0%	0,0%	50,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	62,9%	9,2%	27,9%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	33,3%	47,6%	19,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50,0%	30,0%	20,0%	100,0%
F - Construction	57,5%	8,1%	34,4%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	55,4%	18,8%	25,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	46,2%	16,7%	37,1%	100,0%
I - Hébergement et restauration	31,8%	12,2%	56,0%	100,0%
J - Information et communication	50,2%	11,0%	38,8%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	43,9%	10,1%	45,9%	100,0%
L - Activités immobilières	36,5%	23,4%	40,1%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	46,4%	11,7%	41,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	45,0%	9,9%	45,1%	100,0%
O - Administration publique	5,3%	83,2%	11,5%	100,0%
P - Enseignement	23,1%	26,9%	50,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	32,0%	40,5%	27,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	29,0%	34,4%	36,6%	100,0%
S - Autres activités de services	32,7%	29,0%	38,2%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10,8%	6,2%	83,1%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	27,3%	9,1%	63,6%	100,0%
Z - Non déterminé	19,9%	23,0%	57,1%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (juin 2018 - juin 2019) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2019				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2019		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	440	420	660	1 520	0,2%	0,4%	0,5%
B - Industries extractives	150	50	90	290	0,1%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	21 280	4 350	6 440	32 070	11,1%	3,7%	5,2%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	390	1 040	170	1 600	0,2%	0,9%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	860	690	220	1 770	0,4%	0,6%	0,2%
F - Construction	26 050	4 380	16 280	46 710	13,5%	3,7%	13,1%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	30 170	9 860	11 810	51 840	15,7%	8,3%	9,5%
H - Transports et entreposage	14 620	7 730	8 490	30 840	7,6%	6,5%	6,8%
I - Hébergement et restauration	7 730	2 390	10 820	20 940	4,0%	2,0%	8,7%
J - Information et communication	10 810	4 110	6 000	20 920	5,6%	3,5%	4,8%
K - Activités financières et d'assurance	23 870	9 350	16 490	49 710	12,4%	7,9%	13,3%
L - Activités immobilières	1 090	1 030	1 190	3 310	0,6%	0,9%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20 070	5 970	14 110	40 150	10,4%	5,1%	11,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	11 620	2 320	9 230	23 170	6,0%	2,0%	7,4%
O - Administration publique	2 510	40 720	3 090	46 320	1,3%	34,5%	2,5%
P - Enseignement (privé)	1 500	1 400	1 960	4 860	0,8%	1,2%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	14 830	17 500	7 950	40 280	7,7%	14,8%	6,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	870	900	610	2 380	0,5%	0,8%	0,5%
S - Autres activités de services	2 250	2 410	2 010	6 670	1,2%	2,0%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	800	630	4 630	6 060	0,4%	0,5%	3,7%
U - Activités extra-territoriales	230	120	390	740	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	410	730	1 420	2 560	0,2%	0,6%	1,1%
Total	192 550	118 100	124 060	434 710	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2018 - juin 2019) – partie 1

	Recrutements					Fins de contrat					% du secteur dans les recrutements	
	CDD					CDI	Total	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois	Total							
A - Agriculture, sylviculture et pêche	70	150	40	0	260	460	720	200	460	660	0,7%	0,5%
B - Industries extractives	0	0	0	0	0	20	20	0	30	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	260	990	390	50	1 690	4 590	6 280	1 130	5 220	6 350	4,6%	4,7%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	0	10	0	10	200	210	10	150	160	0,0%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	10	30	30	0	70	230	300	30	220	250	0,2%	0,2%
F - Construction	720	1 960	550	60	3 290	11 120	14 410	2 360	10 630	12 990	9,0%	11,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 010	3 580	870	140	5 600	11 250	16 850	3 980	10 920	14 900	15,3%	11,5%
H - Transports et entreposage	300	1 100	720	50	2 170	5 790	7 960	1 470	5 480	6 950	5,9%	5,9%
I - Hébergement et restauration	730	1 460	540	40	2 770	9 660	12 430	2 390	9 610	12 000	7,6%	9,9%
J - Information et communication	240	610	280	50	1 180	5 000	6 180	940	4 510	5 450	3,2%	5,1%
K - Activités financières et d'assurance	240	1 620	670	170	2 700	10 020	12 720	2 050	8 760	10 810	7,4%	10,2%
L - Activités immobilières	30	80	50	10	170	1 200	1 370	110	1 060	1 170	0,5%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	370	1 580	500	210	2 660	11 290	13 950	2 050	10 020	12 070	7,3%	11,5%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 930	2 340	450	80	4 800	6 520	11 320	3 690	6 640	10 330	13,1%	6,7%
O - Administration publique	780	550	980	290	2 600	5 130	7 730	1 960	3 680	5 640	7,1%	5,2%
P - Enseignement (privé)	60	430	200	350	1 040	560	1 600	810	520	1 330	2,8%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	470	2 240	1 100	370	4 180	7 020	11 200	3 140	6 400	9 540	11,4%	7,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	80	140	170	50	440	490	930	360	450	810	1,2%	0,5%
S - Autres activités de services	70	260	150	80	560	1 610	2 170	390	1 610	2 000	1,5%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	40	10	0	60	3 660	3 720	50	3 720	3 770	0,2%	3,7%
U - Activités extra-territoriales	50	30	50	50	180	40	220	140	70	210	0,5%	0,0%
Z - Non déterminé	80	100	50	10	240	2 020	2 260	200	1 370	1 570	0,7%	2,1%
Total	7 510	19 290	7 810	2 060	36 670	97 880	134 550	27 460	91 530	118 990	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2018 - juin 2019) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	CDD	CDI	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	36,1%	63,9%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	26,9%	73,1%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	4,8%	95,2%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	23,3%	76,7%	100,0%
F - Construction	22,8%	77,2%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	33,2%	66,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	27,3%	72,7%	100,0%
I - Hébergement et restauration	22,3%	77,7%	100,0%
J - Information et communication	19,1%	80,9%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	21,2%	78,8%	100,0%
L - Activités immobilières	12,4%	87,6%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,1%	80,9%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	42,4%	57,6%	100,0%
O - Administration publique	33,6%	66,4%	100,0%
P - Enseignement (privé)	65,0%	35,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	37,3%	62,7%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	47,3%	52,7%	100,0%
S - Autres activités de services	25,8%	74,2%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,6%	98,4%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	81,8%	18,2%	100,0%
Z - Non déterminé	10,6%	89,4%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (juin 2018 - juin 2019) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2019			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2019	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	120	1 400	1 520	0,5%	0,3%
B - Industries extractives	10	280	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 450	30 620	32 070	5,7%	7,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 580	1 600	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	1 710	1 770	0,2%	0,4%
F - Construction	1 850	44 860	46 710	7,3%	11,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 470	48 370	51 840	13,7%	11,8%
H - Transports et entreposage	1 630	29 210	30 840	6,5%	7,1%
I - Hébergement et restauration	1 400	19 540	20 940	5,5%	4,8%
J - Information et communication	700	20 220	20 920	2,8%	4,9%
K - Activités financières et d'assurance	2 040	47 670	49 710	8,1%	11,6%
L - Activités immobilières	100	3 210	3 310	0,4%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 820	38 330	40 150	7,2%	9,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 900	21 270	23 170	7,5%	5,2%
O - Administration publique	2 390	43 930	46 320	9,5%	10,7%
P - Enseignement (privé)	1 400	3 460	4 860	5,5%	0,8%
Q - Santé humaine et action sociale	3 870	36 410	40 280	15,3%	8,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	300	2 080	2 380	1,2%	0,5%
S - Autres activités de services	400	6 270	6 670	1,6%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	20	6 040	6 060	0,1%	1,5%
U - Activités extra-territoriales	220	520	740	0,9%	0,1%
Z - Non déterminé	90	2 470	2 560	0,4%	0,6%
Total	25 260	409 450	434 710	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2018 - juin 2019) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM			Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total				
A - Agriculture, sylviculture et pêche	260	70	330	390	720	0,9%	0,4%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 140	650	1 790	4 490	6 280	4,9%	4,6%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10	10	20	200	220	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	50	30	80	230	310	0,2%	0,2%
F - Construction	2 520	1 760	4 280	10 130	14 410	11,6%	10,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 180	1 750	6 930	9 920	16 850	18,8%	10,2%
H - Transports et entreposage	1 420	1 140	2 560	5 400	7 960	6,9%	5,5%
I - Hébergement et restauration	4 820	1 250	6 070	6 360	12 430	16,4%	6,5%
J - Information et communication	460	400	860	5 310	6 170	2,3%	5,4%
K - Activités financières et d'assurance	1 470	310	1 780	10 930	12 710	4,8%	11,2%
L - Activités immobilières	200	150	350	1 020	1 370	0,9%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 470	960	2 430	11 530	13 960	6,6%	11,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 530	850	2 380	8 950	11 330	6,4%	9,2%
O - Administration publique	740	180	920	6 810	7 730	2,5%	7,0%
P - Enseignement (privé)	80	320	400	1 200	1 600	1,1%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	1 990	780	2 770	8 420	11 190	7,5%	8,6%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	220	90	310	620	930	0,8%	0,6%
S - Autres activités de services	540	340	880	1 280	2 160	2,4%	1,3%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	410	280	690	3 030	3 720	1,9%	3,1%
U - Activités extra-territoriales	0	0	0	220	220	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	870	190	1 060	1 190	2 250	2,9%	1,2%
Total	25 380	11 520	36 900	97 650	134 550	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2018 - juin 2019) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	45,8%	54,2%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	28,5%	71,5%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	9,1%	90,9%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	25,8%	74,2%	100,0%
F - Construction	29,7%	70,3%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	41,1%	58,9%	100,0%
H - Transports et entreposage	32,2%	67,8%	100,0%
I - Hébergement et restauration	48,8%	51,2%	100,0%
J - Information et communication	13,9%	86,1%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	14,0%	86,0%	100,0%
L - Activités immobilières	25,5%	74,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	17,4%	82,6%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	21,0%	79,0%	100,0%
O - Administration publique	11,9%	88,1%	100,0%
P - Enseignement (privé)	25,0%	75,0%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	24,8%	75,2%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	33,3%	66,7%	100,0%
S - Autres activités de services	40,7%	59,3%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	18,5%	81,5%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	100,0%	100,0%
Z - Non déterminé	47,1%	52,9%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (juin 2018 - juin 2019) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en juin 2019			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en juin 2019	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	500	1 020	1 520	1,1%	0,3%
B - Industries extractives	10	280	290	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	2 960	29 110	32 070	6,2%	7,5%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	1 580	1 600	0,0%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	110	1 660	1 770	0,2%	0,4%
F - Construction	4 470	42 240	46 710	9,4%	10,9%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	11 930	39 910	51 840	25,1%	10,3%
H - Transports et entreposage	3 730	27 110	30 840	7,8%	7,0%
I - Hébergement et restauration	7 300	13 640	20 940	15,3%	3,5%
J - Information et communication	730	20 180	20 910	1,5%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	1 260	48 450	49 710	2,6%	12,5%
L - Activités immobilières	420	2 890	3 310	0,9%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 810	38 340	40 150	3,8%	9,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 610	20 560	23 170	5,5%	5,3%
O - Administration publique	1 220	45 100	46 320	2,6%	11,7%
P - Enseignement (privé)	300	4 570	4 870	0,6%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	4 210	36 070	40 280	8,8%	9,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	260	2 120	2 380	0,5%	0,5%
S - Autres activités de services	1 440	5 230	6 670	3,0%	1,4%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	900	5 170	6 070	1,9%	1,3%
U - Activités extra-territoriales	10	730	740	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 400	1 160	2 560	2,9%	0,3%
Total	47 600	387 120	434 720	100,0%	100,0%